

Evry-Courcouronnes, le 19/04/2022

Unité départementale de l'Essonne  
Cité Administrative  
Boulevard de France  
91010 EVRY-COURCOURONNES Cedex

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Visite d'inspection du 12/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**COOPERATIVE IDF SUD - ZI Les Rochettes à MORIGNY-CHAMPIGNY (91)**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE Ile-de-France Sud implanté Z.I Les Rochettes 91150 MORIGNY CHAMPIGNY. L'inspection a été annoncée le 07/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a pour but de vérifier les suites données aux visites du 25 février 2020, du 01 février 2021 et du courrier de l'inspection du 15 janvier 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COOPERATIVE AGRICOLE Ile-de-France Sud
- Z.I Les Rochettes 91150 MORIGNY CHAMPIGNY
- Code AIOT dans GUN : 0006504682
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société COOPERATIVE AGRICOLE ÎLE-DE-FRANCE SUD exploite sur la commune de MORIGNY-CHAMPIGNY, un établissement qui a pour activités principales, les activités suivantes :

- le stockage de grains et de céréales :
  - \* la réception des grains, céréales et oléoprotéagineux par camions et engins agricoles,
  - \* le nettoyage,
  - \* le séchage, le stockage en vrac en cellules verticales,
  - \* la reprise des produits pour le chargement des véhicules d'expédition (camions) ;
- le stockage d'engrais et de produits phytosanitaires.

Les produits sont expédiés par camions seulement. Le site dispose d'un embranchement raccordé au réseau ferré qui permet d'effectuer des expéditions par le rail. Le transport par voie ferrée a été arrêté pour l'instant. Le site utilise du transport fluvial via le site de Corbeil-Essonnes.

Le site comprend :

- un silo métallique vertical n° 2 de 15 400 m<sup>3</sup> ;
- un silo métallique vertical n° 2bis de 20 000 m<sup>3</sup> ;
- un silo métallique vertical « ONIC » de 26 000 m<sup>3</sup> ;
- deux séchoirs de puissance thermique de 12,18 MW ;
- un broyeur-concasseur de puissance 582 kw ;
- un bâtiment de stockage de produits phytosanitaires ;
- des cuves de stockages d'engrais liquides ;
- des zones de stockage d'engrais solides.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative de l'établissement ;
- Suites données à la visite d'inspection du 25/02/2020 ;
- Suites données à la visite d'inspection du 01/04/2021 ;
- Suites données au courrier de l'inspection du 15/01/2021 .

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

<b>Nom du point de contrôle</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)</b>	<b>Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection<sup>1</sup></b>
Contrôle des installations électriques (suivi des non-conformités)	Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, Titre 2 > Article 3.1	/	Lettre de suite préfectorale
Zones ATEX	Lettre du 25/02/2020, RQ. 6.1	/	Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

<b>Nom du point de contrôle</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)</b>	<b>Autre information</b>
Contrôle thermographique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, Titre 2 > Article 3.1	/	Sans objet
Procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet
Nettoyage des installations	Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, Titre 2 > Article 4	/	Sans objet
Poteaux incendies	Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, Titre 2 > Article 6.4	/	Sans objet
Contrôles des parois des silos	Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, Titre 2 > Article 3.1	/	Sans objet
Rétention des eaux d'extinction (stockage des engrais solides)	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, Annexe I > Article 2.10	/	Sans objet
Localisation des zones de dangers	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, Annexe I > Article 4.1	/	Sans objet

<sup>1</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

<b>Nom du point de contrôle</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)</b>	<b>Autre information</b>
Etat des stocks des engrais solides	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, Annexe I > Article 3.5	/	Sans objet
Etat du bâtiment des engrais solides	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, Annexe I > Article 2.4.2	/	Sans objet
Habitations dans l'emprise du site	Arrêté Préfectoral du 30/04/1987, Annexe I > Article 2	/	Sans objet
Effets dus à l'explosion dans la tour de manutention du silo 2 bis	Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, Titre 2 > Article 1.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont propres et bien entretenues. L'exploitant a entamé une démarche de mise en conformité de l'ensemble de ses sites et priorise ses actions sur l'ensemble de ses sites en fonction de la gravité des enjeux.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Contrôle des installations électriques (suivi des non-conformités)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article Titre 2 > Article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé en référence notamment aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel silos du 29 mars 2004 modifié.</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant remédie aux non-conformités dans les délais les plus brefs.</p>
<p><b>Constats :</b> NC 6.1 de l'inspection du 25/02/2020 :  Le rapport de vérification électrique mentionne des non-conformités qui ne sont pas levées jusqu'au jour de la visite contrairement à l'alinéa 3 de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 18/06/2010.</p> <p>L'exploitant doit réaliser des travaux de mise en conformité permettant de rendre conformes les installations électriques, conformément à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral susmentionné.</p> <p>-----</p>

L'exploitant présente le dernier rapport de vérification des installations électriques du site par la société APAVE en date du 22/10/2021. Le rapport mentionne des non-conformités qui ne sont pas levées.

L'exploitant présente un planning de levée des non-conformités de l'ensemble des sites du groupe. La levée des non-conformités pour le site de Morigny est programmée entre le 15/05/2022 et le 31/08/2022.

→ **Non-conformité : L'exploitant n'a pas remédié aux non-conformités des installations électriques dans les délais les plus brefs.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Contrôle thermographique des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article Titre 2 > Article 3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport comporte :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé en référence notamment aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel silos du 29 mars 2004 modifié.

Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant remédie aux non-conformités dans les délais les plus brefs.

**Constats :** NC 6.2 de l'inspection du 25/02/2020 :

Le rapport Q19 sur la thermographie du TGBT établi par APAVE mentionne une non-conformité susceptible d'entraîner un incendie. Toutefois, l'inspection note que les travaux de mise en conformité de la thermographie du TGBT devraient être réalisés le 27/02/2020.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de la levée de non-conformité relative à la thermographie du TGBT.

-----  
L'exploitant présente le dernier rapport Q19 (contrôle de l'installation électriques par thermographie infrarouge) par la société APAVE en date du 25/02/2022. Le rapport mentionne une anomalie dans l'armoire générale de commande du silo n°3.

L'exploitant présente la levée de l'anomalie (changement des câbles) en date du 04/03/2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : <ul style="list-style-type: none"><li>- le plan des installations avec indication :</li><li>- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;</li><li>- les mesures de protection définies à l'article 10 ;</li><li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li><li>- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li><li>- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;</li><li>- et le cas échéant :<ul style="list-style-type: none"><li>- la procédure d'inertage ;</li><li>- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> NC 7.1 de l'inspection du 25/02/2020 : Le plan de masse présenté par l'exploitant n'indique pas la présence des phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître (incendie explosion, etc) au niveau des silos et du séchoir, comme mentionné à l'article 11 de l'arrêté du 29/03/2004, relatif à l'exploitation des silos.  Conformément à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004, relatif à l'exploitation de silos, l'exploitant devra indiquer sur son plan les phénomènes dangereux susceptibles d'être présent sur ses installations.  -----  L'exploitant présente le plan du site avec les phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître signalées selon les installations présentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Nettoyage des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article Titre 2 > Article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les silos et les séchoirs ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.  La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> NC 8.1 de l'inspection du 25/02/2020 : L'inspection n'a pas constaté dans le registre les informations concernant le nettoyage des locaux techniques (tour de manutention, galeries, fosses, les extrémités de transporteurs et d'élévateurs, les abords des installations électriques et armoires électriques).

L'exploitant doit inscrire dans le registre de nettoyage des silos, les informations concernant le nettoyage des locaux techniques ci-dessus cités, conformément à l'article 4 du titre 2 de l'arrêté préfectoral du 18/06/2010.

-----  
L'exploitant présente la fiche d'enregistrement du nettoyage, dûment complétée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### Nom du point de contrôle : Poteaux incendies

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article Titre 2 > Article 6.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

L'alimentation en eau est assurée par deux bornes d'incendie distantes de moins de 100 mètres de chaque bâtiment, conformes à la norme NF S 61 213.

Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles font l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de cette vérification.

**Constats :** NC 9.1 de l'inspection du 25/02/2020 :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du bon fonctionnement des bornes incendie mentionnées à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 18/06/2010.

L'exploitant doit s'assurer que les deux bornes d'incendie situées au tour du site sont dans un bon état de fonctionnement en déterminant les caractéristiques, conformément à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 18/06/2010.

-----  
L'exploitant présente un email du SDIS 91 en date du 4 février 2022. Le SDIS précise le débit unitaire de 3 poteaux incendie bordant le site :

- poteau incendie n°53 : 195 m<sup>3</sup>/h ;
- poteau incendie n°66 : 290 m<sup>3</sup>/h ;
- poteau incendie n°58 : 184 m<sup>3</sup>/h.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### Nom du point de contrôle : Zones ATEX

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 25/02/2020, article RQ. 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> Rq 6.1 de l'inspection du 25/02/2020 : Le zonage ATEX présenté par l'exploitant se base sur une étude de l'Ineris de 1999, l'exploitant ne considère pas de zones ATEX pouvant se créer au niveau du séchoir, ou du boisseau de chargement, du bac de récupération des poussières.  L'exploitant devra s'assurer que les zones ATEX répertoriées dans la procédure 640 RFI 01 sont exhaustives.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que l'étude INERIS de 1999 permet de conclure que le site comprend seulement les zones suivantes en « zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se former dans l'air en fonctionnement normal ou bien, si une telle formation se produit néanmoins, n'est que de durée courte » : - intérieur des filtres à manches et cyclones, - intérieur des canalisations d'air poussiéreux du système d'aspiration de la manutention, - élévateur de plus de 200 tonnes/heures en fonctionnement dégradé.  → L'exploitant n'a pas pu présenter les conclusions de l'étude INERIS de 1999 ayant permis de conclure que seules les 3 zones énumérées sont considérées ATEX. L'exploitant devra justifier les zones ATEX du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

### Nom du point de contrôle : Contrôles des parois des silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article Titre 2 > Article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois des cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, suivant une fréquence à déterminer par l'exploitant. Il fait l'objet d'un enregistrement.  Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.
<b>Constats :</b> Rq 6.2 de l'inspection du 25/02/2020 : L'exploitant déclare que le contrôle visuel des parois est mentionné dans la procédure de ronde 630 RFI, mais aucun document n'enregistre cette vérification.  L'exploitant devra mettre en place un registre dans lequel l'ensemble des vérifications faites pendant la ronde serait consigné.  -----
L'exploitant présente le mode opératoire 710 MO 21 qui indique que lors des rondes mensuelles, les parois des silos doivent être inspectées (endommagements constatés, défauts majeurs, fuites de grain...). L'inspection constate que sur le registre des rondes du site que les parois des silos sont inspectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Rétention des eaux d'extinction (stockage des engrais solides)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I > Article 2.10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention de la pollution

**Prescription contrôlée :**

L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis au point 4.3.2.

**Constats :** Rq 11.1 de l'inspection du 25/02/2020 :

Concernant la rétention des eaux d'extinction d'un éventuel incendie, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le bâtiment peut recueillir les eaux d'extinction, bien qu'il ait évoqué une possibilité d'une rétention dans la fosse souterraine du bâtiment qui contient déjà des engrais.

L'exploitant devra s'assurer que les eaux d'extinction d'incendie pourront être maintenues sur site puis évacuées vers un centre de traitement dûment autorisé.

-----  
L'exploitant présente la consigne de la récupération des eaux d'extinction. Les capacités de rétention sont réalisées par :

- le pied de l'élévateur et la fosse pour un volume de rétention de 69,72 m<sup>3</sup> ;
- le couloir du bâtiment pour un volume de rétention de 62 m<sup>3</sup> en positionnant, en quinconce 2 rangées de sac de sable sur 2 hauteurs au niveau des portes : les sacs de sable sont présents à côté des portes.

Les capacités de rétention sont calculés pour retenir une extinction de 120 m<sup>3</sup> d'eau (débit de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures).

L'inspection constate la présence des sacs de sable, à côté des portes du local de stockages des engrais solides.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Localisation des zones de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I > Article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger.
<b>Constats :</b> NC 11.1 de l'inspection du 25/02/2020 : Le plan ou schéma de stockage de la procédure 640 RFI 21 ne mentionne pas la localisation des différentes zones de danger ; la signalisation de ce danger sur le site n'est pas appropriée.  L'exploitant devra mentionner les différentes zones de danger correspondant aux produits présents dans le plan de stockage de la procédure 640 RFI 21  -----  L'exploitant présente le plan du site avec les phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître signalées selon les installations présentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Etat des stocks des engrais solides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I > Article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage des engrais solides
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.  La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.  L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.
<b>Constats :</b> NC 1 de l'inspection du 01/04/2021 : L'exploitant a présenté un état des stocks informatiques et un plan de stockage (640 RFI 21) indiquant les 5 cases de stockage vrac correspondant aux différents engrais stockés (Ammo 33,5, 151313, 201600 et du sulfate/NAC) et un local de stockage du NAC. Les volumes présents dans le bâtiment de stockage en vrac sont conformes aux quantités autorisées. Toutefois, l'inspection note que la case de stockage vrac n°4 du plan présenté est vide, alors que le plan présenté le jour de la visite mentionnait 35t d'engrais 151313  Dans son courrier du 12/11/2021, l'exploitant fournit pour exemple le bon d'entrée de 25,280 tonnes d'engrais 15-13-13 en date du 12/12/2019.  -----  Lors de l'inspection du 12 avril 2022, l'inspection constate que le plan de stockage est à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Etat du bâtiment des engrais solides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Annexe I > Article 2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Résistance au feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments de stockage doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les nouvelles installations :<ul style="list-style-type: none"><li>- murs (extérieurs, séparatifs et parois des cases) en contact avec de l'engrais et murs mitoyens à une autre zone de bâtiment REI 120 (coupe-feu de degré deux heures) ;</li><li>- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 60 (coupe-feu de degré une heure) pour celles présentes dans la zone mitoyenne des installations qui possèdent une zone de bâtiment annexe au magasin de stockage et pour celles dont le mur correspondant est en contact avec de l'engrais ;</li><li>- pour les installations existantes relevant de la rubrique « 4702-I » : parois des cases REI 120 (coupe-feu de degré deux heures)</li></ul></li></ul> <p>R : capacité portante ; E : étanchéité au feu ; I : isolation thermique.</p> <p>Les classifications sont exprimées en minutes (120 : deux heures).</p>
<b>Constats :</b> NC 2 de l'inspection du 01/04/2021 : Le bâtiment est dans un état assez correct, le sol ne présente pas de cavités, celles-ci ont été bouchées suite à la visite du site en 2020. Par contre, une partie de la paroi de stockage entre les cases 4 et 5 est effondrée, ne garantissant pas donc le caractère coupe-feu 2h à l'ensemble du casier de stockage.  -----  Dans son courrier du 12/11/2021, l'exploitant informe que la société MARBY a réalisé la réfection de la paroi entre les cases 4 et 5 du stockage des engrais du site de Morigny. L'exploitant adresse des photos des parois.  Lors de l'inspection du 12 avril 2022, l'inspection constate la réparation effective de la paroi de stockage entre les cases 4 et 5.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Habitations dans l'emprise du site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/04/1987, article Annexe I > Article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Distance d'éloignement des silos

**Prescription contrôlée :**

Distance d'éloignement des silos :

Les silos doivent être implantés à une distance au moins égale à 50 mètres de toute installation fixe occupée par des tiers.

Le respect de cette distance peut être assuré par l'acquisition des terrains correspondants, par la constitution de servitudes amiables non aedificandi ou par tout autre moyen donnant une garantie équivalente

**Constats :** NC 1 de la lettre d'inspection du 15/01/2021- Habitations dans l'emprise du site :

En page 14 de la révision de l'étude de dangers du 19 octobre 2013, vous indiquez que le site comprend deux habitations dont une occupée par un employé de la coopérative. Ces installations se trouvent à moins de 50 mètres du silo 2 (voir la figure 29 de la page 81, reproduite ci-contre).

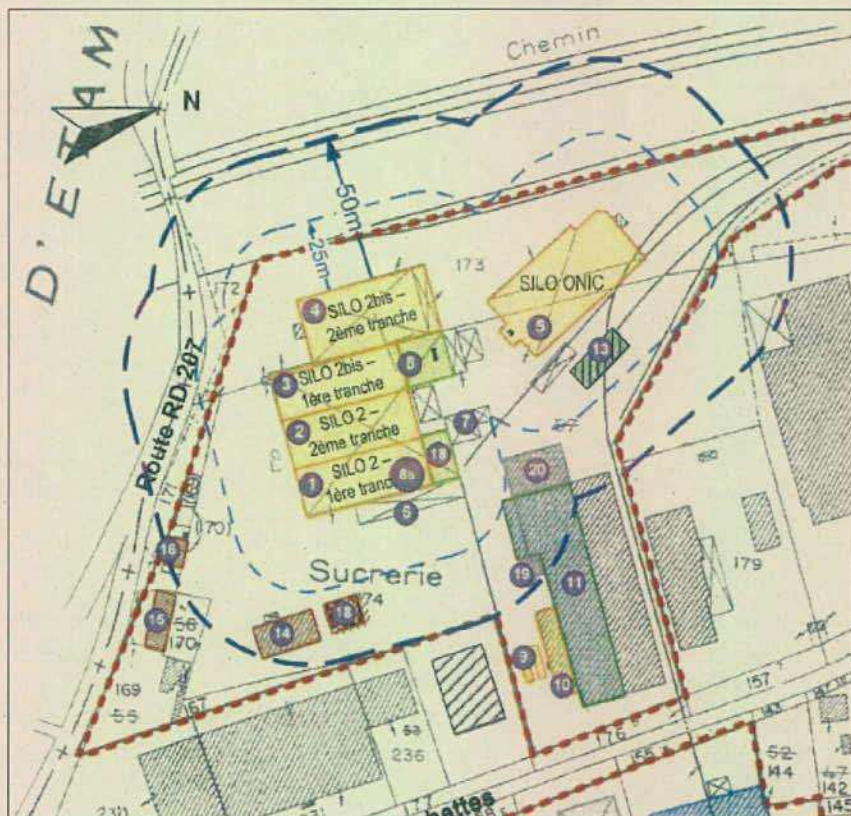
L'article 2 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n° 87.1273 du 30 avril 1987 prescrit que « les silos doivent être implantés à une distance au moins égale à 50 mètres de toute installation fixe occupée par des tiers ».

**Non-Conformité :**

L'exploitant possède sur son site deux habitations dont une est occupée par un employé de la coopérative.

Toutefois, aucune précision n'est apportée pour savoir si dans ce logement se trouvent également des tiers, ayant des liens de famille avec l'employé de la coopérative par exemple. L'autre habitation est occupée par des tiers.

Les habitations présentes dans le périmètre du site sont implantées à une distance inférieure à 50 mètres du silo 2, contrairement aux prescriptions de l'article 2 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n° 87.1273 du 30 avril 1987.



Dans son courrier du 18/02/2021, l'exploitant indique qu'il y a une erreur dans la révision de l'étude de dangers du 19/10/2013.

L'exploitant indique qu'elle possède deux habitations dans l'emprise du site dont l'une d'entre elles est vacante (repère 15) et l'autre est occupée par un salarié de la coopérative (repère 16). Concernant l'habitation (repère 16), le salarié occupe seul le logement à l'exclusion de toute présence de tiers ou de personnes ayant des liens de famille avec le salarié.

-----  
Le guide silos de 2008 indique qu'au titre de l'article 6 de l'arrêté du 29 mars 2004 modifié, la maison d'habitation de l'exploitant (en personne) n'est pas considérée comme une habitation occupée par un tiers, même si sa famille y vit également. En revanche, sont considérés comme des habitations ou des locaux occupés par des tiers :

- l'habitation du gardien ou du chef de silo (s'il n'est pas l'exploitant en personne), dès lors que des personnes extérieures à l'établissement y résident (famille en particulier),
- les établissements industriels exploités par un exploitant différent.

Lors de sa visite du 12 avril 2020, l'inspection constate que :

- le local n°15 est un local pouvant être habité. Il n'est pas habité pour l'instant. Il comprend le réfectoire des employés du site. Le bâtiment se situe à 80 mètres du silo vertical le plus proche.
- le local n°16 est un local pouvant être habité. Il comprend une salle de réunion en rez de chaussée et un logement à l'étage. Le logement est habité par M. Xavier MOINET, employé du site. Il est célibataire géographique et habite seul l'appartement. Le bâtiment se situe à 44 mètres du silo vertical le plus proche. Conformément au guide silos de 2008, M. Xavier MOINET ne peut habiter dans le logement n°16 qu'à la condition d'habiter seul.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Effets dus à l'explosion dans la tour de manutention du silo 2 bis

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article Titre 2 > Article 1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etude de dangers

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'une étude de dangers au sens des articles, L. 512-I et R. 512-6 du Code de l'environnement.

L'étude des dangers rédigée par l'exploitant est actualisée à l'occasion de toute modification notable soumise ou non à une procédure d'autorisation, telle que prévue à l'article R.512-33 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui peut demander une validation de certains aspects du dossier par un tiers expert soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Est notamment considérée comme modification notable devant donner lieu à actualisation immédiate de l'étude de dangers, toute modification propre aux installations ou liée à une évolution de l'environnement du site remettant en cause les distances d'éloignement par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de circulation (sauf les voies de desserte de l'établissement), aux voies ferrées ouvertes au transport de voyageurs ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

La liste des produits stockés est conforme à celle définie dans l'étude de dangers. Tout changement de produit ou de mode de stockage doit être signalé et l'exploitant doit justifier que ces modifications sont compatibles avec les mesures de prévention et de protection existantes.

**Constats :** NC 2 de la lettre d'inspection du 15/01/2021 - Cartographie du scénario – Explosion dans la tour de manutention du silo 2 bis :

En page 73 de la révision de l'étude de dangers du 19 octobre 2013, vous présentez la cartographie du scénario « explosion dans la tour de manutention du silo 2 bis » (voir copie ci-après).

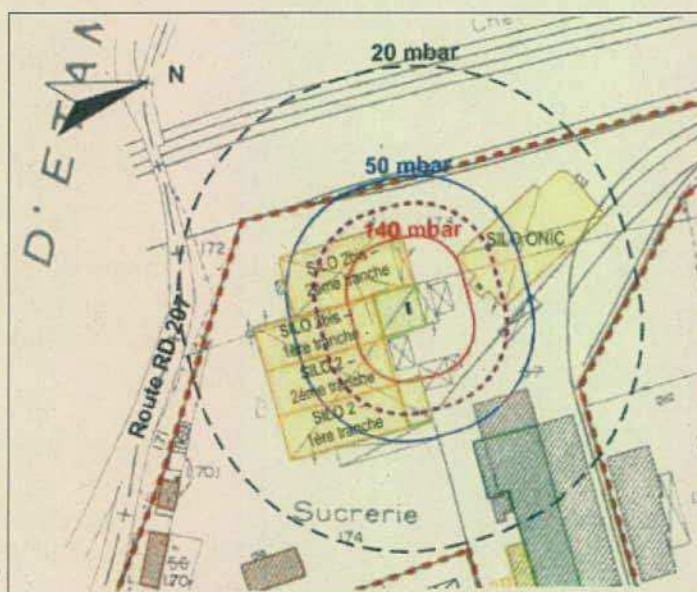
Dans cette cartographie, n'apparaît pas les habitations identifiées par le repère 18 sur la carte ci-dessus.

Au vu des zones d'effets, les habitations se trouvent dans la zone des effets de surpression de 20 mbar, effets indirects par bris de vitre sur l'homme.

Aucune indication n'est faite sur les mesures prises sur les habitations pour prendre en compte les effets de surpression.

Non-conformité :

L'exploitant n'a pas traduit tous les effets engendrés par les risques des installations, comme prescrit dans l'article 1.2 du titre 2 de l'arrêté préfectoral n° 2010-PREF.DCI/2 BE 0101 du 18 juin 2010. L'exploitant n'a pas traduit les effets dus à l'explosion dans la tour de manutention du silo 2 bis sur les habitations du site. L'exploitant n'a pas décrit les mesures prises pour prendre en compte les effets de surpression sur les habitations.



Dans son courrier du 18/02/2021, l'exploitant indique que la cartographie du scénario « explosion dans la tour de manutention du silo 2 bis » a été réalisée à partir d'un fond de plan non actualisé des dernières constructions, et notamment celle identifiée par le repère 18 correspondant à des locaux administratifs. Le fond de plan utilisé en page 81 présente la situation actuelle des locaux existants dans le périmètre du site.

La nature des locaux repérés n°18 n'étant pas à usage d'habitation et se situant à la limite de la zone des effets de surpression de 20 mbar, l'évaluation des risques a été définie comme très improbable et le scénario n'a pas été retenu ni placé dans la grille de criticité. Par ailleurs, l'intégration dans la cartographie actualisée des locaux administratifs identifiés par le repère n°18 montre que ces derniers sont distants des silos verticaux de 27 mètres.

Lors de sa visite du 12 avril 2022, l'inspection constate que les bâtiments n°14 et 18 sont réunis et ne forment plus qu'un bâtiment. Le bâtiment est réservé aux agents administratifs du site. Le bâtiment est à 31 mètres du silo vertical le plus proche.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet